BULLETIN D'INFORMATION

CICR

DÉLÉGATION RÉGIONALE DU CICR AU SÉNÉGAL

BULLETIN SENEGAL

MARS 2018

CICR

Nous avons le plaisir de vous présenter le premier bulletin de la délégation régionale du CICR au Sénégal qui couvre le Cabo-Verde, la Gambie et la Guinée-Bissau. Ayant publié depuis plusieurs années un bulletin spécifique sur nos activités en Casamance, nous souhaitons vous faire découvrir davantage la variété des activités du CICR au Sénégal.

Cette première édition présente quelques-uns de nos projets dont celui en faveur des familles de migrants portés disparus. Suite à une étude en 2012 portant sur les besoins des familles, un projet pilote a été lancé le long de la côte sénégalaise et est en train d'être étendu vers les régions du sud-est. Bien que la question de la migration soit aujourd'hui abordée sur tous les plateaux, cette problématique spécifique reste peu connue.

En tant que promoteur du Droit International Humanitaire (DIH), le CICR s'engage avec tous les acteurs censés connaître et respecter ce droit. L'enseignement universitaire étant clé, le Concours National de DIH organisé par la délégation contribue à approfondir les connaissances mais surtout renforcer la motivation des étudiants.

En novembre 2017, la délégation a eu le plaisir de co-organiser avec le Ministère de la Justice du Sénégal le premier atelier sur les infrastructures pénitentiaires pour les pays francophones de l'Afrique. Ce lieu de partage d'expertise et d'expérience qui sera organisé régulièrement, permet de proposer des solutions appropriées et réalistes à des problèmes connus dans beaucoup de pays.

Pour ne pas omettre la Casamance, vous trouverez un article sur un projet de réhabilitation de la mangrove qui s'inscrit dans nos efforts de soutenir la réinsertion des populations retournées.

Loin d'être exhaustif, nous espérons que ces articles susciteront votre intérêt et nous nous réjouissons déjà de vous faire connaître dans de futurs bulletins d'autres activités y inclus dans les différents pays couverts par la délégation.

Bonne lecture !
Christoph Luedi, Chef de la délégation régionale

©Birom Seck/CICR

« CE QUI EST DUR, C'EST LE DOUTE, … IL ME RONGE »

Qu'il ait entrepris la périlleuse traversée de la Méditerranée ou du Maghreb à la recherche de l'eldorado, ou plus simplement pour fuir la violence ou les pénuries, le migrant qui ne donne aucune nouvelle sur son sort engendre toujours des moments douloureux pour ses proches.

Parti par la mer, le fils de Sagaye a disparu en 2006. « *Après avoir terminé ses études secondaires, il est parti sur une pirogue avec 70 autres personnes. Je lui ai donné ma bénédiction et même financé son voyage* », se souvient Sagaye. « *Je n'ai plus aucune nouvelle depuis ce jour. Je regrette ma décision. Ma femme souffre d'une profonde détresse depuis le départ de notre fils* ».

Le phénomène de la migration touche aujourd'hui toutes les régions du Sénégal. En effet, si les premiers migrants quittaient le pays depuis les côtes maritimes telles que Thiaroye-sur-Mer et Saint-Louis, aujourd'hui, les routes migratoires se sont diversifiées, et des régions telles que Tambacounda et la Casamance se sont également transformées en zone de départ.

> *Ce qui est dur, c'est le doute. Si je savais qu'il était mort, je pourrais me faire une raison, mais le doute me ronge. La mort fait partie de ma vie.*

L'incertitude et le besoin de savoir

Les raisons qui motivent ces déplacements varient d'une région à l'autre, mais les expériences vécues par les familles sont souvent similaires. Les récits racontent toujours l'histoire de ceux qui sont partis, sans savoir s'ils sont un jour arrivés à destination. L'incertitude persistante devient centrale, comme le confie Fatima au sujet de son fils. *« Ce qui est dur, c'est le doute. Si je savais qu'il était mort, je pourrais me faire une raison, mais le doute me ronge. La mort fait partie de ma vie »*.

Ne pas savoir si un être cher est vivant ou mort est une expérience émotionnelle traumatisante. A ces questionnements s'ajoutent des difficultés d'ordre psychologique, socio-économique et juridique, entraînant de réelles difficultés à accomplir ne serait-ce que les tâches habituelles de tous les jours. *« Au début c'était difficile pour moi, je ne pensais pas que j'allais survivre jusqu'à maintenant, je pensais à mes enfants, j'étais malade, je ne pouvais pas manger, dormir, je ne pouvais pas rester sur place »*, témoigne Tabara, une mère de migrants portés disparus.

Un soutien psychosocial adressé aux familles des personnes disparues

Avec l'aide du *« projet d'accompagnement aux familles de migrants portés disparus »* du CICR et de la Croix-Rouge sénégalaise (CRS), Tabara et Fatima ont cependant repris une vie sociale et leur rôle au sein de leur famille. A ce jour, environ 200 familles ont bénéficié d'un soutien psychosocial à travers des groupes de soutien, des visites à domicile, des journées de commémoration, des ateliers juridiques et des cours d'alphabétisation. *« Le projet m'a permis d'aller de l'avant, d'apporter un changement positif dans ma vie. Auparavant, je restais seule dans ma chambre à pleurer, je ne voulais parler à personne, je pensais tout le temps à mon fils. La nuit je ne dormais même pas, je restais à penser tout le temps. Maintenant, je suis plus ouverte, je suis pressée que les séances de groupe se tiennent. Pour discuter, se rencontrer »*, raconte la mère de Ndiasse, porté disparu.

Une activité génératrice de revenu pour permettre une autonomie financière

Le migrant disparu représente souvent un soutien de famille. En partant, il laisse celle-ci dans une situation financière délicate, qui s'est généralement endettée. *« Mon fils est parti en émigration, j'ai tout vendu pour financer son voyage. Mon beau-fils est lui aussi porté disparu, il a laissé 4 enfants, alors que ma fille est revenue chez moi et est présentement malade »*, explique Seydou. Cinquante familles particulièrement vulnérables ont cependant pu bénéficier d'un soutien financier de la part du CICR, afin de démarrer une activité génératrice de revenu, les aidant ainsi à subvenir à leurs besoins essentiels.

Lors d'une journée de commémoration à Tambacounda, regroupant leaders administratifs, religieux et communautaires, monsieur Camara, le père d'un migrant porté disparu, résume son expérience avec le projet d'accompagnement : *« Au début, c'était des réunions faites de douleur et de chagrin. Mais maintenant, nous vivons des rencontres de joie, car nous avons tissé des relations d'amitié au sein de ces groupes de soutien »*.

LES EXPERTS DE 17 PAYS ONT DÉBATTU DE QUESTIONS AUTOUR DES INFRASTRUCTURES PÉNITENTIAIRES

Le premier atelier du genre en Afrique s'est tenu à Dakar en novembre 2017. Organisé conjointement avec le Ministère de la Justice du Sénégal, il a donné l'occasion aux participants de partager leurs expériences nationales et les défis auxquels ils font face sur des thématiques aussi variées que l'exploitation et la maintenance des infrastructures, le cycle de projet dans les programmes de réhabilitation et construction, le circuit alimentaire et les aspects impactant l'hygiène et les coûts.

©Birom Seck/CICR

UN CONCOURS NATIONAL DE DIH POUR SUSCITER DES VOCATIONS

Le CICR organise chaque deux ans un concours national en droit international humanitaire (DIH) afin de permettre aux étudiants de se familiariser avec cette branche particulière du droit, et cela de manière originale et ludique.

La 7e édition de ces joutes s'est tenue à Dakar en novembre 2017. Articulé autour d'une situation de conflit dans un pays fictif, le concours donne l'occasion aux participants de se mettre dans la position de différents acteurs : procureurs, avocats de la défense ou conseillers juridiques de l'une des parties au conflit. Les étudiants sont ainsi appelés à mettre en application leurs connaissances théoriques dans des situations concrètes.

« Ce concours m'a permis d'apprendre énormément tant du point de vue humain que dans la mise en application du DIH. L'approche visant à « sortir le droit des livres » nous a ainsi permis de confronter les principes du DIH aux dures réalités de la pratique. Je suis convaincu que l'apprentissage de cette branche au sein des universités doit être davantage encouragé. Cela devrait ainsi susciter encore plus de vocations pour cette discipline », confie Demba, membre de l'équipe de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, finaliste de l'édition 2017.

« L'équipe championne nationale représente le pays au concours régional soutenu par le CICR. Elle a ainsi l'occasion de tester ses connaissances en affrontant les meilleures équipes issues de pays de l'Afrique francophone », explique Paullele, un membre du jury, qui a également brillamment remporté le prix régional de la meilleure plaidoirie en 2015 à Niamey, alors qu'elle était étudiante de l'IDHP.

« J'ai été impressionné par l'engagement de tous les participants », s'est quant à lui réjouit Christoph Luedi, chef de la délégation régionale du CICR à Dakar. *« J'espère que le jour où ils occuperont des postes de responsabilité, ils seront toujours guidés par les valeurs humanitaires et les principes fondamentaux du droit international humanitaire. »*

Une quinzaine d'étudiants de cinq institutions d'enseignement supérieur ont pris part au concours. Il s'agit de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, l'Université Amadou Hampathé Ba, l'Institut des droits de l'homme et de la paix (IDHP), et enfin l'École du Barreau, qui a remporté l'édition de 2017.

BARACA BOUNAO/TENDABA : UN REBOISEMENT POUR RESTAURER LA MANGROVE

Les populations retournées du village de Baraca Bounao-Tendaba et d'autres localités environnantes, ont procédé au reboisement de leur mangrove, afin de pouvoir restaurer la flore et la faune et relancer ainsi leurs activités économiques.

« Nous qui habitons ici, connaissons bien l'utilité et l'importance des arbres. Auparavant, il y avait une belle mangrove. A cause du conflit, elle a malheureusement subi une dégradation et a presque disparu. Les oiseaux qui y vivaient ont déserté », déplore Sidy Tamba, un notable de Baraca Bounao-Tendaba.

Ce village au sud du département de Ziguinchor, dans la commune de Boutoupa Camaracounda, a souffert des conséquences du conflit armé. Ses habitants, comme ceux d'autres villages environnants, ont été contraints de se déplacer vers la Guinée-Bissau, la Gambie ou d'autres localités de la région. Une quinzaine de familles de ce village sont certes rentrées après plusieurs années d'exil, mais plus d'une trentaine sont encore réfugiées et déplacées.

L'abandon du village ne fut pas sans conséquences. Au fil des années, avec la dégradation des digues de retenue d'eau, les rizières inexploitées sont devenues infertiles, à cause de la remontée de la langue salée et du fer. La belle mangrove, comme l'ont décrit les populations, n'a pas été épargnée. Sa destruction s'est accentuée du fait des calamités naturelles, ou provoquée par l'homme. Des souches d'arbustes morts et quelques rares palétuviers sont visibles dans le décor. Les nombreuses espèces d'oiseaux marins qui jadis peuplaient la mangrove ont fini par déserter la zone. L'activité de pêche est complètement au ralenti. *« Il est difficile aujourd'hui d'attraper le poisson dans le marigot. Il n'a plus un environnement propice pour se reproduire à cause de la disparition de la mangrove »*, déplore Sidy Tamba.

Une vaste étendue d'eau dans un paysage clairsemé illustre l'ampleur des dégâts subis par la mangrove.

Restaurer la mangrove pour protéger les ressources naturelles

Conscients de la dégradation de leur environnement, les habitants de Baraca Bounao-Tendaba ont vivement ressenti la nécessité de reboiser la mangrove. En l'état actuel, celle-ci représente une perte économique, car l'exploitation des ressources halieutiques se trouve fortement entravée. Ils se sont donc tournés vers le CICR, afin de solliciter un appui leur permettant le reboisement de la mangrove.

« Nous les avons aidé à trouver des propagules dans un autre village, acheminé ensuite jusqu'au site de reboisement. Nous avons également accompagné techniquement les populations à reboiser la mangrove. D'ici quelques années, celle-ci va se régénérer, favorisant ainsi la restauration progressive de la flore et la faune », a expliqué Esprit Biagui, chargé des productions agricoles au CICR à Ziguinchor.

A travers une forte mobilisation, les communautés de Baraca Bounao-Tendaa et Labysinthe ont reboisé une superficie de quatre hectares de mangrove pour leur première campagne, avec notamment aussi le soutien technique du service des eaux et forêts de Niaguis.

Envisager le reboisement de la forêt pour les prochaines années

Satisfaites de l'initiative, les populations ne comptent pas se limiter seulement à la mangrove. *« Son reboisement n'est qu'un point de départ, car nous allons l'élargir prochainement à la forêt. Nous souhaitons aussi que de pareilles actions puissent servir d'exemple à d'autres villages touchés par ce phénomène »*, confie Aliou Diop, habitant du village.

Les habitants ont retrouvé l'espoir de vivre bientôt avec une mangrove revitalisée et reverdie, et pouvoir ainsi reprendre leurs activités traditionnelles de pêche de poissons, de crevettes et de récolte d'huitres. D'autres types d'activités comme l'eco-tourisme pourront aussi émerger et redynamiser la zone.

CICR

FAITS MARQUANTS - SENEGAL 2017

SUBVENIR AUX BESOINS ESSENTIELS

477 familles (soit près de **2 900** personnes) de retour dans leurs villages d'origine en Casamance ont reçu des semences de qualité et au besoin du matériel pour améliorer la production agricole.

22 600 bovins et caprins ont été traités contre certaines pathologies animales majeures par des auxiliaires vétérinaires soutenus par le CICR.

250 personnes déplacées à cause du conflit en Casamance ont bénéficié d'une aide pour se lancer dans des activités génératrices de revenus. Parmi elles, **150** femmes ont pu bénéficier d'une aide afin de relancer des jardins maraichers et de conseils techniques à la production de légumes et protection des cultures.

ASSURER L'ACCES A L'EAU ET AMELIORER L'HABITAT ET L'ASSAINISSEMENT

3 156 habitants de retour dans leurs villages d'origine en Casamance ont reconstruit leurs maisons et bénéficié d'une partie des matériaux nécessaires à cet effet.

1 680 personnes en Casamance ont eu un accès facilité à l'eau potable grâce à la construction et à la réhabilitation de **13** puits villageois.

1 589 villageois de retour dans leurs communautés en Casamance ont bénéficié d'un appui pour la construction de **195** nouvelles latrines traditionnelles améliorées.

RENDRE VISITE AUX PERSONNES PRIVEES DE LIBERTE

3 092 détenus, dont **51** enregistrés et suivis individuellement, ont été visités dans **8** lieux de détention au Sénégal. Certains ont pu échanger des nouvelles d'ordre familial avec leurs proches.

SOUTIEN AUX FAMILLES DE MIGRANTS DISPARUS

187 familles de migrants disparus ont reçu un soutien économique et/ou psycho-social, dont **66** à Thiaroye, **38** à Gandiol, **41** en Casamance et **42** à Tambacounda. Le CICR s'engage, en collaboration étroite avec la Croix-Rouge Sénégalaise, pour aider les migrants à rétablir leurs liens familiaux.

PROMOUVOIR LE DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

2 918 membres des forces armées et de la Gendarmerie ont été sensibilisés au droit international humanitaire (DIH).

47 autorités locales et membres de la société civile en Casamance ont été sensibilisés aux principes humanitaires et au mandat du CICR.

18 étudiants ont participé à la 7ème édition du Concours national de DIH, remporté par l'Ecole du Barreau de Dakar

COOPERER AVEC LA CROIX-ROUGE SENEGALAISE

182 volontaires de la CRS ont reçu diverses formations afin d'être prêt à répondre aux urgences humanitaires.

23 émissions radiophoniques en Casamance ont permis d'interagir avec les communautés affectées par le conflit et de discuter de leur besoins.

CICR

Délégation régionale du CICR au Sénégal (couvre le Sénégal, le Cabo Verde, la Gambie et la Guinée-Bissau)
Rue 7 x B, Point E, BP 5681 Dakar-Fann
T +221 33 869 13 69 F +221 33 824 14 16
dak_dakar@icrc.org www.cicr.org
© CICR, mars 2018

facebook.com/icrc
twitter.com/icrc
instagram.com/icrc

2018 0648/001 03.2018 500